

LES AFFAIRES

LES AFFAIRES, samedi 1^{er} mars 1986

PLACEMENTS

■ Rien ne vas plus pour le pétrole. C'est la crise totale et plusieurs sont ahuris devant la chute du prix de l'or noir. Le prix du baril de pétrole pourrait même descendre en bas de 10 \$ US le baril d'ici mai prochain. Et l'or noir pourrait se vendre à ces faibles niveaux longtemps...

"Un prix entre 5 \$ US et 10 \$ US le baril de pétrole est maintenant chose possible. Après l'hiver, la demande pour le pétrole brut sera à la baisse. Le marché du pétrole n'est plus sous contrôle et il faut s'attendre à de sévères pressions à la baisse du prix de pétrole brut au cours des prochains mois", a déclaré aux AFFAIRES M. Antoine Ayoub, directeur du Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'Université Laval à Québec.

En novembre dernier, le baril de pétrole brut se vendait autour de 28 \$ US. À peine trois mois plus tard, le baril de pétrole brut ne vaut plus que 15 \$ US, une chute de 46 % pour la période.

À l'automne 1985, l'Arabie saoudite tentait de rappeler à l'ordre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en leur demandant de respecter leurs quotas de production. Jusque là, l'Arabie saoudite se faisait le défenseur du prix du pétrole sur le marché, acceptant de réduire sa part du marché en limitant sa production. Ayant une capacité de produire 10,5 millions de ba-

Le prix du pétrole pourrait chuter en deça de 10 \$ US le baril d'ici mai

riils par jour (mbj) de pétrole, l'Arabie saoudite ne produisait plus que 2 mbj au printemps 1985.

Pour éviter de piger à même ses réserves financières, l'Arabie saoudite se devait de produire au moins 4 mbj environ. À 2 mbj, l'Arabie saoudite était donc bien en deça de sa limite permise par sa situation financière.

La générosité a donc ses limites. Après un rappel à l'ordre des pays membres de l'OPEP, l'Arabie saoudite a invité les producteurs de la Mer du Nord à s'entendre avec l'OPEP pour contrôler la production et maintenir les prix. Non fut la réponse. La seule issue possible était la guerre des prix, ce que nous vivons actuellement.

"Le prix du baril de pétrole brut à 10 \$ US, voire à 5 \$ US, ne sera pas l'affaire de quelques mois. Croire qu'une fois un creux atteint le prix du baril de pétrole remontera rapidement aux niveaux précédents le début de la guerre des prix semble illusoire," affirme le spécialiste de l'Université de Laval.

L'époque où le marché du pétrole pouvait être contrôlé par une poignée d'intervenants est révolue. La structure même de ce marché a radicalement changé. Aujourd'hui, le marché "spot" (au comp-



Antoine Ayoub: "Les producteurs nord-américains de pétrole et avec eux le système financier sont fortement menacés."

tant) de Rotterdam, le marché à terme et le marché des dérivés du pétrole sont devenus complexes. Des milliers d'intervenants s'activent dans ces différents marchés. Un effort concerté dans le but de soutenir le prix du pétrole est presque impensable.

De surcroît, le marché des sous-produits du pétrole est le théâtre d'une concurrence plus vive. Les pétrolières américaines et européennes ne sont plus seules à produire de l'essence, du naphte et du mazout. Les pays membres de l'OPEP sont de plus en plus présents dans ce

marché et se font une lutte féroce. C'est le cas notamment du Koweït, de la Libye et de l'Arabie saoudite. "Or, si le prix des sous-produits baisse, cela influera sur les prix du pétrole brut, qui finira par baisser également", a expliqué M. Ayoub.

"L'Arabie saoudite vend son pétrole en offrant aux raffineurs des contrats à long terme leurs garantissant une marge de profit. Cela signifie que peu importe où va le prix des produits pétroliers raffinés, l'Arabie saoudite assurera aux raffineurs leur marge de profit en baissant le prix de son pétrole brut. Ce genre de contrat va conduire à d'importantes aberrations sur le marché pétrolier, le tout

pouvant se solder par des baisses exagérées du prix du pétrole brut", constate pur sa part M. Philippe Hervieux, analyste spécialisé de l'industrie pétrolière chez Nesbitt Thomson Bongard.

Une baisse des prix du pétrole n'aura pas d'impact immédiat sur la consommation. La demande pour le pétrole brut est à court terme relativement inélastique, c'est-à-dire qu'elle est peu sensible à une variation de prix. De surcroît, à long terme, cette demande répondra moins rapidement à une baisse du prix du brut qu'auparavant. La consommation énergétique mondiale s'est modifiée depuis cinq ans. Par exemple, l'Amérique du Nord consomme moins d'essence, les voitures étant plus petites. Cet état de chose ne changera pas rapidement même si le prix de l'essence diminue sensiblement.

"Si on ne peut entrevoir d'augmentation à court terme de la consommation de l'essence pour stabiliser le prix du pétrole, des têtes devront sauter", a avancé M. Hervieux. C'est-à-dire que des producteurs de pétrole devront éventuellement fermer leurs portes.

Qui lâchera ?

On peut donc se poser la question: qui des intervenants de la présente guerre des prix lâchera le premier ?

"Extraire un baril de pétrole coûte environ 5 \$ US pour les producteurs de la Norvège et de l'Angleterre. La baisse actuelle du baril de pétrole frappe donc essentiellement les gouvernements britannique et norvégien, estime M. Ayoub. Ce sont pour l'instant les redevances et les taxes perçues par ces pays sur la vente du brut qui diminuent en raison de la baisse actuelle du prix du pétrole. Les producteurs anglais et norvégiens continuent à faire de l'argent.

"Quand au gouvernement britannique la politique de Mme Margaret Thatcher est le non interventionnisme, poursuit le spécialiste. Il semble bien qu'elle va s'en tenir à cette politique et ne se liera ni de loin, ni de près à l'OPEP. Après tout, la production de pétrole ne représente que 5 % du produit national brut du pays. Les pertes de revenus provenant du secteur pétrolier, le gouvernement anglais les recouvrera ailleurs puisqu'une baisse du prix du pétrole se reflétera dans une croissance plus rapide des autres secteurs de

Photo: Jean Guy Paradis, LES AFFAIRES

Le prix du pétrole pourrait chuter en deça de 10 \$ US le baril d'ici mai
(suite)

l'économie.
"Les producteurs pétroliers et, avec eux, le système financier nord-américain, sont fortement menacés. Le gouvernement Reagan est également tenant du non interventionnisme. Une crise financière devra toutefois être évitée. Les banques américaines sont fortement impliquées dans des pays producteurs de pétrole tel le Mexique, le Venezuela et l'Algérie. Ces mêmes banques ont financé largement les producteurs pétroliers américains. Le lobbying des Texans se fera très fort pour exiger une intervention du gouvernement américain. Pour éviter un crash financier, la solution sera d'ériger des barrières tarifaires en taxant le pétrole importé aux États-Unis. De cette façon, M. Reagan limitera les dégâts. Le Canada suivra probablement, croit M. Ayoub.

"L'Arabie saoudite et les pays de l'OPEP constituent le troisième parti de l'actuelle guerre des prix. Pour extraire un baril de pétrole, il en coûte à l'Arabie saoudite 0,50 \$ US environ. De plus, les réserves financières de l'Arabie saoudite s'élèvent entre 100 et 110 milliards de dollars US. Conclusion: l'Arabie saoudite peut tenir le coup longtemps.

"Ce seront donc les autres pays faibles de l'OPEP qui essuieront les ravages de cette guerre des prix comme par exemple, le Nigeria, le Venezuela, l'Indonésie, l'Algérie, l'Iran et l'Irak", déclare M. Ayoub.

Si on exclut ces derniers pays, on constate donc que les rapports de force en jeu sont assez bien équilibrés. C'est pourquoi la guerre des prix présente peut durer et durer.

Seuls des événements majeurs pourraient venir rétablir les choses. Par exemple, la guerre entre l'Iran et l'Irak pourrait éventuellement s'étendre aux autres pays du Golfe persique et forcer ces derniers à réduire passablement leur production.

"Une entente concertée et rapide de tous les producteurs pourrait permettre de stabiliser le prix du pétrole. Cette chose n'est certainement pas à exclure", a déclaré pour sa part M. Hervieux. Ce dernier paraît toutefois plus ou moins optimiste quant aux chances d'un tel dénouement de cette guerre des prix.

**CLAUDE
CHIASSON**